

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, même si je comprends le désir exprimé par mon très honorable ami, je ne peux me permettre de donner le feu vert au vice-premier ministre en privé, car, comme il le sait, la presse en serait immédiatement avertie. Pour ma part, c'est le côté loquace de sa personnalité que je trouve le plus intéressant.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Je suis très heureux que mon très honorable ami ait parlé des propos que j'ai tenus à Kingston, car c'était à mon avis un de mes meilleurs discours.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Les idées que j'ai abordées à cette occasion étaient très sérieuses et se rapportaient à certaines des toutes premières préoccupations de chacun. Même si je pense au moins avoir un point commun avec le très honorable chef de l'opposition du fait que je ne souscris pas toujours à ce qu'écrivent les journaux, il est indéniable que les journalistes ont le droit de se renseigner et que la presse constitue un pilier indispensable de notre démocratie parlementaire. Nous voulons qu'elle puisse jouer pleinement son rôle.

● (1420)

[Français]

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ça nous touche au cœur. Mais ce n'est pas seulement le droit des journalistes, mais plutôt, et même plus important, le droit de la population canadienne à savoir la réponse et la réaction de ce gouvernement.

Puis-je poser une question finale, peut-être futile?

Qu'est-ce que le premier ministre veut cacher?

[Traduction]

Qu'est-ce que le premier ministre essaie de cacher?

[Français]

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Rien.

[Traduction]

Rien, monsieur le Président.

[Français]

ON DEMANDE QUE LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES RETIRE LA DIRECTIVE IMPOSÉE AUX FONCTIONNAIRES DE SON MINISTÈRE

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, vu les mots mielleux du très honorable premier ministre à la Chambre cet après-midi, est-ce qu'il pourrait poser un geste concret aujourd'hui et donner ordre à son secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a imposé un «gag» tout à fait humiliant aux fonctionnaires de son ministère, de le retirer immédiatement tant et aussi longtemps que les nouvelles directives

Questions orales

n'auront pas été mises de l'avant par le nouveau premier ministre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense qu'il y aurait peut-être lieu pour moi de commenter justement cette directive dans un avenir rapproché. J'espère être en mesure de le faire, et je l'affirme au député, à la prochaine conférence de presse que j'espère pouvoir tenir pas plus tard que vendredi. Le député soulève une question importante et elle mérite une réponse complète et j'espère pouvoir lui fournir toutes les dimensions de cette réponse très prochainement.

[Traduction]

LES COURRIÉRISTES PARLEMENTAIRES

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, je voudrais que le premier ministre fasse une mise au point au sujet de ce bâillon à cause duquel les agents des Affaires extérieures sont la risée du monde entier. Nous avons eu l'impression qu'ils ne pouvaient parler à personne, même pas en prenant un cocktail.

Le premier ministre souscrit-il à l'opinion de son secrétaire d'État aux Affaires extérieures selon laquelle tous ceux qui critiquent le gouvernement, les journalistes comme Geoff Simpson, Doug Fisher et les autres, sont des membres de l'Establishment? J'espère qu'il dira à Doug Fisher: «Mon cher Doug, de Thunder Bay à l'Establishment, vous avez fait beaucoup de chemin».

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne vois pas pourquoi qui que ce soit voudrait critiquer le gouvernement.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Pour ce qui est des noms mentionnés et de tous les courriéristes parlementaires, je considère qu'il est nécessaire et même indispensable qu'ils portent des critiques légitimes contre le gouvernement et l'opposition . . .

M. Hnatyshyn: Non, l'opposition s'en charge elle-même.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: . . . et je l'en félicite. Notre gouvernement se conduira de façon à faciliter et non pas entraver le travail de la presse.

M. Chrétien: Enlevez le bâillon.

L'EXAMEN JUDICIAIRE DES DOCUMENTS MINISTÉRIELS

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, je soupçonne les libéraux de s'imposer mutuellement la consigne du silence.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!